

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331, par. 9° et 12°; a. 331.1, par. 1°, 11° et 34° et a. 331.2)

Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI et ses concordants

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au gouvernement pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI;*

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR);*
- *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;*
- *Règlement modifiant la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **24 avril 2013**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire générale
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mathieu Laberge
Avocat
Direction des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2537
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Le 24 janvier 2013



Avis de consultation des ACVM Projets de modifications relatives aux ententes des ACVM en matière de technologie de l'information

Le 24 janvier 2013

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publient les textes suivants (les « projets de textes ») pour une période de consultation de 90 jours :

- le projet de *Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI* (le « Règlement 13-102 »);
- le projet de *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* (le « Règlement 13-101 »);
- le projet de *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 »);
- le projet de *Règlement modifiant la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI)*.

Les projets de textes introduisent les modifications rendues nécessaires par l'échéance des ententes actuelles avec CDS Inc. pour l'exploitation du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), du Système électronique de déclaration des initiés (« SEDI ») et de la Base de données nationale d'inscription (« BDNI ») (collectivement, les « systèmes des ACVM ») au nom des ACVM. Le Règlement 13-102 regroupera et remplacera les barèmes de frais d'utilisation actuellement établis dans le Manuel du déposant SEDAR et le Manuel de l'utilisateur de la BDNI. En outre, nous avons profité des économies réalisées dans le cadre des nouvelles ententes pour réduire les frais et les droits. D'après les tendances récentes observées dans les dépôts, nous prévoyons une baisse des droits dans environ 40 % des dépôts effectués au moyen de SEDAR et environ 24 % de ceux réalisés au moyen de la BDNI.

L'Annexe A du présent avis montre une comparaison des frais d'utilisation prévus aux barèmes actuels avec les droits prévus par le Règlement 13-102. Le texte du Règlement 13-102 et des projets de modifications corrélatives sont publiés avec le présent avis ainsi que sur les sites Web des membres des ACVM, dont les suivants :

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca
www.gov.ns.ca/nssc
www.nbsc-cvmnb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.sfsc.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

Contexte

CDS Inc. exploite actuellement les systèmes des ACVM pour ceux-ci. Les ententes sur l'exploitation viendront à échéance en octobre 2013 et un nouveau fournisseur de services sera retenu pour prendre le relais. Certaines modifications mineures aux règlements régissant les systèmes des ACVM sont nécessaires à cet égard. En outre, les ACVM regroupent dans le Règlement 13-102 les barèmes de frais d'utilisation actuellement établis dans le Manuel du déposant SEDAR et le Manuel de l'utilisateur de la BDNI.

Les droits proposés dans le Règlement 13-102 et les frais d'utilisation prévus aux barèmes actuels relativement aux systèmes sont structurés essentiellement de la même façon. Les droits de dépôt dans le « premier territoire » ont été remplacés par les droits de dépôt à payer à l'autorité principale du déposant, bien que les montants ne changent pas. Les droits exigés pour les dépôts dans les territoires additionnels ont été réduits substantiellement. Le montant maximal des droits à payer pour effectuer un dépôt dans tous les territoires n'augmentera pas, mais il s'appliquera à un moins grand nombre de déposants, étant donné la réduction des droits pour les dépôts dans les territoires additionnels et leur mode d'application sous le régime proposé.

Du point de vue des utilisateurs, les modalités de paiement actuelles ne devraient pas changer significativement. Les droits seront toujours réglés en ligne par l'entremise des systèmes des ACVM et versés dans un fonds commun spécial géré par un ou plusieurs membres désignés des ACVM et servant au paiement des coûts et des dépenses liés à l'exploitation et au développement des systèmes des ACVM (notamment les nouveautés et mises à jour élaborées pour le compte des ACVM en matière de systèmes de technologie de l'information).

Objet

Le Règlement 13-102 fixe les droits relatifs aux systèmes à payer aux autorités en valeurs mobilières du Canada, principalement pour le dépôt de documents précis. Il regroupe et remplace les barèmes de droits actuellement établis dans le Manuel du déposant SEDAR et le Manuel de l'utilisateur de la BDNI. Les droits proposés relativement aux systèmes seront moindres dans l'ensemble que ceux pratiqués en vertu des ententes actuelles. Le paiement des droits s'effectuera encore en ligne par l'entremise de SEDAR et de la BDNI, à l'exception des droits d'adhésion à la BDNI.

Les autres projets de modifications sont rendus nécessaires par le remplacement de CDS Inc. comme fournisseur du service SEDAR, exploitant de SEDI et administrateur de la BDNI par un nouveau fournisseur.

Résumé des projets de textes

Le chapitre 1 du Règlement 13-102 définit les expressions employées dans le règlement. Il prévoit également que les dispositions du Règlement 13-102 prévalent sur toute disposition inconciliable du Règlement 13-101 et du Règlement 31-102.

Le chapitre 2 et les annexes A et B du Règlement 13-102 fixent les droits relatifs au système de SEDAR à payer à chaque autorité en valeurs mobilières du Canada.

Le chapitre 3 du Règlement 13-102 fixe les droits relatifs au système de la BDNI à payer à chaque autorité en valeurs mobilières du Canada.

Le chapitre 4 du Règlement 13-102 dispose que les droits prévus aux articles 3, 4, 6 et 7 sont acquittés au moyen de SEDAR ou de la BDNI, selon le cas.

Le chapitre 5 du Règlement 13-102 permet d'accorder des dispenses en vertu du règlement.

Coûts et avantages prévus

Une fois mis en œuvre, les droits proposés relativement aux systèmes offriront à un grand nombre de déposants l'avantage de réduire les coûts liés aux systèmes. D'après les tendances récentes observées dans les dépôts, nous prévoyons une baisse des droits dans environ 40 % des dépôts effectués au moyen de SEDAR et environ 24 % de ceux réalisés au moyen de la BDNI. Quant aux autres dépôts, le coût des droits relatifs aux systèmes demeurera le même. Nous prévoyons que, d'après les dernières tendances en matière de dépôts, ce coût reculera en moyenne de 6,5 % dans le cas de SEDAR et de 6,6 % dans celui de la BDNI¹. En outre, nous avons supprimé les frais d'abonnement actuellement exigés relativement aux redevances d'utilisation du logiciel de dépôt SEDAR.

Nous estimons que les modifications proposées pour l'exploitation des systèmes et les droits y afférents n'auront aucune incidence sur le niveau de service ou sur l'exploitation générale et le développement des systèmes des ACVM.

Consultation

Nous invitons les intéressés à commenter les projets de textes.

Les intéressés sont invités à présenter des commentaires écrits au plus tard le 24 avril 2013. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez les présenter sur CD (format Microsoft Word).

Veuillez adresser vos commentaires à tous les membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Saskatchewan Financial and Consumer Affairs Authority
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 Autorité des marchés financiers

¹ La moyenne est obtenue en pondérant la variation des droits pour chaque type de dossier par la part que ce type de dossier occupe sur l'ensemble des dépôts au cours des 12 derniers mois. Pour en savoir davantage sur la variation des droits, voir l'Annexe A.

Nova Scotia Securities Commission
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
Securities Office, Île-du-Prince-Édouard
Office of the Superintendent of Securities, Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
Ministère des Services aux collectivités, Gouvernement du Yukon
Bureau du surintendant des valeurs mobilières, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Bureau d'enregistrement, ministère de la Justice, Gouvernement du Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West
19th Floor, Box 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416-593-2318
Courriel : comments@osc.gov.on.ca

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

Contenu de l'annexe

Ainsi qu'il est précisé ci-dessus, l'Annexe A montre une comparaison des frais d'utilisation prévus aux barèmes actuels avec les droits prévus par le Règlement 13-102.

Questions

Autorité des marchés financiers
Mathieu Laberge
Avocat
Direction des affaires juridiques
514-395-0337, poste 2537
1-877-525-0337, poste 2537
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Alberta Securities Commission
Samir Sabharwal
Associate General Counsel
Office of the General Counsel
403-297-7389
samir.sabharwal@asc.ca

British Columbia Securities Commission
David M. Thompson
General Counsel
604-899-6537
DThompson@bcsc.bc.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Chris Besko
Legal Counsel – Deputy Director
204-945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Simon Thompson
Senior Legal Counsel
General Counsel's Office
416-593-8261
sthompson@osc.gov.on.ca

Robert Galea
Legal Counsel
General Counsel's Office
416-593-2321
rgalea@osc.gov.on.ca

ANNEXE A**COMPARAISON ENTRE LES DROITS EXIGÉS PAR CDS INC.
ET CEUX PRÉVUS PAR LE RÈGLEMENT 13-102****Frais d'abonnement au service de dépôt de SEDAR**

Catégorie	Frais actuels	Frais proposés
Redevance initiale d'utilisation du logiciel	390 \$	Supprimés
Redevance pour copie supplémentaire du logiciel	260 \$	Supprimés
Frais annuels d'abonnement	390 \$	Supprimés

**Droits locaux relatifs au système de SEDAR
(Annexe A du Règlement 13-102)**

Renvoi au Règlement 13-102	Catégorie	Droits actuels	Droits proposés
Annexe A	Québec – Droits pour placement hors Québec	130 \$	Inchangés

**Frais d'utilisation annuels pour les documents d'information continue
(Annexe B du Règlement 13-102)**

Renvoi au Règlement 13-102	Catégorie	Droits actuels	Droits proposés
Rangée 1	Fonds d'investissement	495 \$	Inchangés
Rangée 2	Émetteur unitorritorial (émetteur assujéti dans un seul territoire)	705 \$	Inchangés
Rangée 2	Émetteur multitorritorial (émetteur assujéti dans plusieurs territoires)	1 595 \$	705 \$, plus 74 \$ par territoire additionnel dans lequel l'émetteur est assujéti, jusqu'à concurrence de 1 593 \$

**Autres droits relatifs au système de SEDAR
(Annexe B du Règlement 13-102)**

Renvoi au Règlement 13-102	Catégorie	Droits actuels	Droits proposés	
Rangée 3	Prospectus simplifié, notice annuelle et aperçu du fonds (fonds d'investissement)	Premier territoire/territoire intéressé	585 \$	Inchangés
		Par territoire additionnel	325 \$	162,50 \$
		Droits maximaux	2 535 \$	Inchangés
Rangée 4	Prospectus ordinaire (fonds d'investissement)	Premier territoire/territoire intéressé	715 \$	Inchangés
		Par territoire additionnel	425 \$	212,50 \$
		Droits maximaux	3 265 \$	Inchangés

Renvoi au Règlement 13-102	Catégorie		Droits actuels	Droits proposés
Rangée 5	Notice annuelle de fonds d'investissement (fonds d'investissement non admissible au régime de prospectus simplifié)	Premier territoire/territoire intéressé	455 \$	Inchangés
Rangée 6	Notice annuelle de fonds d'investissement (fonds d'investissement admissible au régime de prospectus simplifié)	Premier territoire/territoire intéressé	2 655 \$	Inchangés
Rangée 7	Demandes de dispense et autres demandes de fonds d'investissement (Règlement 81-102)	Premier territoire/territoire intéressé	195 \$	Inchangés
		Par territoire additionnel	80 \$	40 \$
		Droits maximaux	675 \$	Inchangés
Rangées 8, 17, 20 et 21	Demandes de dispense et autres demandes relatives à un prospectus ou à un document d'offre publique d'achat ou de rachat	Premier territoire/territoire intéressé	195 \$	Inchangés
		Par territoire additionnel	165 \$	82,50 \$
		Droits maximaux	1 185 \$	Inchangés
Rangées 9 à 11	Autres prospectus simplifiés, prospectus préalables et prospectus RIM	Premier territoire/territoire intéressé	390 \$	Inchangés
		Par territoire additionnel	230 \$	115 \$
		Droits maximaux	1 770 \$	Inchangés
Rangées 12 et 14	Prospectus ordinaire ou déposé en vertu d'un texte relatif aux sociétés de capital de démarrage	Premier territoire/territoire intéressé	715 \$	Inchangés
		Par territoire additionnel	425 \$	212,50 \$
		Droits maximaux	3 265 \$	Inchangés
Rangées 13, 19 et 20	Documents de placement de droits, d'opération de fermeture et d'opérations entre parties liées	Premier territoire/territoire intéressé	325 \$	Inchangés
		Par territoire additionnel	230 \$	115 \$
		Droits maximaux	1 705 \$	Inchangés
Rangée 15	Notice annuelle, sauf d'un fonds d'investissement ou d'un émetteur admissible au régime de prospectus simplifié	Premier territoire/territoire intéressé	455 \$	Inchangés
Rangée 16	Notice annuelle, émetteur admissible au régime de prospectus simplifié (autre qu'un fonds d'investissement)	Premier territoire/territoire intéressé	2 655 \$	Inchangés

Droits relatifs au système de la BDNI

Renvoi au Règlement 13-102	Catégorie		Droits actuels	Droits proposés
Art. 5	Droits d'adhésion à la BDNI		500 \$	Inchangés
Art. 6, par. 2, et art. 7	Frais de présentation à la BDNI et droits relatifs aux systèmes de la BDNI	Premier territoire/territoire intéressé	75 \$	Inchangés
		Par territoire additionnel	50 \$	20,50 \$
		Droits maximaux	325 \$	321 \$

RÈGLEMENT 13-102 SUR LES DROITS RELATIFS AUX SYSTÈMES DE SEDAR ET DE LA BDNI

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331, par. 9° et 12°)

CHAPITRE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Définitions

1) Dans le présent règlement, on entend par :

« notice annuelle » : une notice annuelle au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue ou pour l'application de la partie 9 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;

« offre publique d'achat » : les offres suivantes :

a) sauf en Ontario, une offre publique d'achat visée par la partie 2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat;

b) en Ontario, une offre formelle d'achat visant à la mainmise au sens du paragraphe 1 de l'article 89 de la Loi sur les valeurs mobilières;

« offre publique de rachat » : les offres suivantes :

a) sauf en Ontario, une offre publique de rachat visée par la partie 2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat;

b) en Ontario, une offre formelle de l'émetteur au sens du paragraphe 1 de l'article 89 de la Loi sur les valeurs mobilières;

« prospectus préalable » : un prospectus déposé en vertu du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable.

2) Dans le présent règlement, les expressions visées dans la colonne 1 du tableau suivant s'entendent au sens du règlement ou de l'annexe indiqués en vis-à-vis dans la colonne 2 :

Colonne 1 Expression définie	Colonne 2 Règlement ou annexe
autorité principale	Règlement 11-102 sur le régime de passeport
BDNI	Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription
personne physique déposante	Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription
placement de droits	Règlement 45-101 sur les placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion
prospectus ordinaire	Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus
prospectus RIM	Norme canadienne 71-101, Régime d'information multinational
prospectus simplifié	Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus
SEDAR	Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)
société déposante	Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription
société parrainante	Annexe 33-109A4, Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée
territoire principal	Règlement 11-102 sur le régime de passeport

texte relatif aux sociétés de capital de démarrage	Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription
--	---

2. Dispositions inconciliables

Les dispositions du présent règlement prévalent sur toute disposition inconciliable du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

CHAPITRE 2 DROITS RELATIFS AU SYSTÈME DE SEDAR

3. Droits locaux relatifs au système

Au Québec, la personne qui dépose le type de dossier visé à la colonne C de l'Annexe A auprès de l'Autorité des marchés financiers lui verse les droits relatifs aux systèmes prévus dans la colonne D de cette annexe.

4. Droits relatifs au système

La personne qui dépose le type de dossier visé à la colonne B de l'Annexe B de la catégorie prévue à la colonne A de cette annexe verse à l'autorité en valeurs mobilières auprès de laquelle le dépôt est fait les droits relatifs aux systèmes prévus dans la colonne C ou D, selon le cas, de cette annexe.

CHAPITRE 3 DROITS RELATIFS AU SYSTÈME DE LA BDNI

5. Droits d'adhésion

Au moment de son adhésion à la BDNI, la société déposante verse à l'autorité en valeurs mobilières de son territoire principal des droits d'adhésion de 500 \$.

6. Frais de présentation à la BDNI

1) La société déposante verse à chaque autorité en valeurs mobilières des droits relatifs aux systèmes de la BDNI à l'égard d'une personne physique déposante lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle est la société parrainante de la personne physique déposante;
- b) la personne physique déposante s'inscrit ou réactive son inscription auprès de l'autorité en valeurs mobilières en déposant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4;

2) Le montant des droits à verser à chaque autorité en valeurs mobilières en vertu du paragraphe 1 est le suivant :

- a) 75 \$, si l'autorité en valeurs mobilières est l'autorité principale de la personne physique;
- b) 20,50 \$ dans tous les autres cas.

7. Droits annuels relatifs au système de la BDNI

Le 31 décembre de chaque année, la société déposante verse à l'autorité en valeurs mobilières des droits annuels relatifs aux systèmes de la BDNI qui correspondent au total des montants suivants :

- a) si, à cette date, l'autorité en valeurs mobilières d'un territoire est l'autorité principale d'une ou de plusieurs personnes physiques déposantes dont la société déposante est la société parrainante dans ce territoire, le produit de 75 \$ par le nombre de ces personnes physiques;
- b) si, à cette date, l'autorité en valeurs mobilières d'un territoire n'est pas l'autorité

principale de certaines personnes physiques déposantes dont la société déposante est la société parrainante dans ce territoire, le produit de 20,50 \$ par le nombre de ces personnes physiques.

CHAPITRE 4 PAIEMENT DES DROITS

8. Moyens de paiement

Les droits prévus aux articles 3, 4, 6 et 7 sont acquittés au moyen de SEDAR ou de la BDNI, selon le cas.

CHAPITRE 5 DISPENSE

9. Dispense

1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

CHAPITRE 6 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

10. Date d'entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du règlement)*.

**ANNEXE A
DROITS LOCAUX RELATIFS AU SYSTÈME DE SEDAR****Article 3**

Colonne A Territoire intéressé	Colonne B Catégorie de dossier	Colonne C Type de dossier	Colonne D Droits de dépôt relatifs aux systèmes
Québec	Placements de titres	Placement effectué à partir du Québec au moyen d'un prospectus auprès de personnes établies à l'extérieur du Québec (article 12 de la Loi sur les valeurs mobilières (Québec))	130 \$

ANNEXE B
AUTRES DROITS RELATIFS AU SYSTÈME DE SEDAR

Article 4

Rangée	Colonne A Catégorie de dossier	Colonne B Type de dossier	Colonne C Droits relatifs au système à payer à l'autorité principale	Colonne D Droits relatifs au système à payer à chaque autre autorité en valeurs mobilières
1	Frais d'utilisation annuels pour les documents d'information continue des fonds d'investissement <i>Note : À l'exception de la notice annuelle et des autres documents visés aux rangées 3 à 21.</i>	Fonds d'investissement (documents d'information continue)	495 \$	s.o.
2	Frais d'utilisation annuels pour les documents d'information continue <i>Note : À l'exception de la notice annuelle et des autres documents visés aux rangées 3 à 21.</i>	Documents d'information continue des émetteurs assujettis (autres que les fonds d'investissement)	705 \$	74 \$
3	Fonds d'investissement/ placements de titres	Prospectus simplifié, notice annuelle et aperçu du fonds (Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif)	585 \$, soit le total pour l'ensemble du dossier déposé, dans le cas où la notice annuelle et le prospectus simplifié portent sur les titres de plus d'un fonds d'investissement	162,50 \$, sous réserve des indications fournies dans la colonne C
4		Prospectus ordinaire	715 \$	212,50 \$
5	Fonds d'investissement/ information continue	Notice annuelle (Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement) du fonds d'investissement non admissible au régime de prospectus simplifié	455 \$	s.o.
6	Fonds d'investissement/ information continue	Notice annuelle (Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement) du fonds d'investissement	2 655 \$	s.o.

Rangée	Colonne A Catégorie de dossier	Colonne B Type de dossier	Colonne C Droits relatifs au système à payer à l'autorité principale	Colonne D Droits relatifs au système à payer à chaque autre autorité en valeurs mobilières
		admissible au régime de prospectus simplifié		
7	Fonds d'investissement/ demandes de dispense et autres	Demandes (Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif)	195 \$	40 \$
8		Demandes de dispense et autres demandes relatives à un prospectus	195 \$	82,50 \$
9	Autres demandes des émetteurs/ placements de titres	Prospectus simplifié (Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié)	390 \$	115 \$
10		Prospectus préalable (Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable)	390 \$	115 \$
11		Prospectus RIM (Norme canadienne 71-101, Régime d'information multinational)	390 \$	115 \$
12		Prospectus ordinaire	715 \$	212,50 \$
13		Documents de placement de droits	325 \$	115 \$
14		Prospectus déposé en vertu d'un texte relatif aux sociétés de capital de démarrage (Bourse de croissance TSX)	715 \$	212,50 \$
15	Autres émetteurs/ information continue	Notice annuelle, sauf d'un fonds d'investissement ou d'un émetteur admissible au régime de prospectus simplifié	455 \$	s.o.
16		Notice annuelle, émetteur admissible au régime de prospectus simplifié (autre qu'un fonds d'investissement)	2 655 \$	s.o.
17	Demandes de dispense et autres demandes (sauf d'un fonds d'investissement)	Demande de dispense et autres demandes relatives à un prospectus	195 \$	82,50 \$
18	Autres émetteurs/ opérations de fermeture/opérations entre parties liées	Opération de fermeture	325 \$	115 \$
19		Opération entre parties liées	325 \$	115 \$
20	Autres émetteurs/Acquisitions de titres	Documents d'offre publique de rachat	195 \$	82,50 \$

Rangée	Colonne A Catégorie de dossier	Colonne B Type de dossier	Colonne C Droits relatifs au système à payer à l'autorité principale	Colonne D Droits relatifs au système à payer à chaque autre autorité en valeurs mobilières
21	Tiers déposants/ dossiers (tiers déposants	Documents d'offre publique d'achat	195 \$	82,50 \$

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-101 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) est modifié, dans le paragraphe 1, par le remplacement, dans la définition de l'expression « fournisseur du service SEDAR », de « CDS INC. ou un ayant-droit » par « _____ ou un ayant droit ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription est modifié par le remplacement, dans la définition de l'expression « administrateur de la BDNI », de « CDS INC. » par « _____ ».
2. L'article 4.5 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *e*, de « CDS INC., en monnaie canadienne, les frais suivants à l'autorité principale de la société » par « _____, en monnaie canadienne, les frais suivants à _____ ».
3. L'article 5.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 5 et après le mot « renseignements », du mot « autrement ».
4. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

RÈGLEMENT MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 55-102, SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DÉCLARATION DES INITIÉS (SEDI)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 34°)

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI), est modifié par le remplacement, dans la définition de l'expression « exploitant de SEDI », de « CDS INC. ou son remplaçant » par « _____ ou son successeur ».

2. Le Formulaire 55-102F5 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement des parties intitulées « *Remise de l'exemplaire signé à l'exploitant de SEDI* » et « *Questions* » par les suivantes :

« Remise de l'exemplaire signé à l'exploitant de SEDI

Pour que vos dépôts SEDI soient valides, vous devez remettre à l'exploitant de SEDI un exemplaire signé du formulaire d'inscription de l'utilisateur aux fins de vérification. Pour remplir cette exigence, il est préférable d'imprimer la version électronique du formulaire une fois que vous l'avez attesté et envoyé. Vous devez remettre un exemplaire du formulaire d'inscription daté et portant votre signature manuscrite à l'exploitant de SEDI, par courrier affranchi, par remise en mains propres ou par télécopieur, aux coordonnées suivantes :

(nom et coordonnées de l'exploitant de SEDI)

Les personnes domiciliées au Québec doivent remettre le formulaire aux coordonnées ci-dessus ou aux suivantes :

(nom et coordonnées de l'exploitant de SEDI)

Le cas échéant, utilisez les coordonnées indiquées sur le site Web SEDI (www.sedi.ca).

« Questions

Les questions peuvent être adressées à l'exploitant de SEDI au 1-800-219-5381 ou au numéro indiqué sur le site Web SEDI. »;

2° par le remplacement, dans la partie intitulée « *Avis - Collecte et utilisation des renseignements personnels* », de « CDS INC. (l'exploitant de SEDI) sera conservé par CDS INC. » par « l'exploitant de SEDI sera conservé par celui-ci »;

3° dans la partie intitulée « Formulaire d'inscription de l'utilisateur de SEDI » :

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Remarque : Pour pouvoir faire un dépôt SEDI valide, la personne physique qui s'inscrit comme utilisateur de SEDI doit remettre un exemplaire signé du formulaire d'inscription de l'utilisateur à l'exploitant de SEDI aux fins de vérification. Il est préférable d'imprimer la version électronique, au moyen de la fonction « Imprimer » de SEDI. L'exemplaire papier signé doit être remis par courrier affranchi, remis en mains propres ou transmis par télécopieur aux coordonnées suivantes :

(nom et coordonnées de l'exploitant de SEDI)

« Les personnes domiciliées au Québec doivent remettre l'exemplaire aux coordonnées ci-dessus ou aux suivantes :

(nom et coordonnées de l'exploitant de SEDI) »;

b) par le remplacement de la partie intitulée « Section 3 Attestation de l'utilisateur de SEDI » par la suivante :

« Section 3 Attestation de l'utilisateur de SEDI

L'utilisateur soussigné atteste que les renseignements qui précèdent sont vrais à tous égards importants. Il convient de mettre ces renseignements à jour dans SEDI dès que possible en cas de changement important. Il convient également qu'un exemplaire signé du formulaire 55-102F5 transmis à l'exploitant de SEDI par télécopieur a le même effet que l'original signé remis à l'exploitant de SEDI. ».

3. Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

Draft Regulations

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331, pars. (9) and (12); s. 331.1, pars. (1), (11) and (34), and s. 331.2)

Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD and concordant regulations

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Government for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD.*

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR);*
- *Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database;*
- *Regulation to amend National Instrument 55-102, System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI).*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **April 24, 2013**, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Corporate Secretary
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Fax: (514) 864-6381
 E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Mathieu Laberge
 Legal Counsel
 Directorate of Legal Affairs
 514-395-0337, ext. 2537
 Toll-free: 1 877 525-0337
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

January 24, 2013



CSA Notice and Request for Comment Draft Amendments Facilitating CSA Information Technology Arrangements

January 24, 2013

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) are publishing for a 90 day comment period the following material (the Proposed Material):

- draft *Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD* (Regulation 13-102),
- draft *Regulation to amend Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* (Regulation 13-101),
- draft *Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102), and
- draft *Regulation to amend National Instrument 55-102 System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI)*.

The Proposed Material reflects the amendments necessary in connection with the scheduled expiry of existing agreements with CDS Inc. to operate the System for Electronic Documents Analysis and Retrieval (SEDAR), the System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI) and the National Registration Database (NRD) (collectively, the CSA National Systems) on behalf of the CSA. Regulation 13-102 will consolidate and replace the existing filing service charge schedules under the SEDAR Filer Manual and NRD User Guide. As well, we have taken advantage of cost saving opportunities under the new arrangements to reduce fees. Based on recent filing patterns, we expect system fees to decline in approximately 40% of SEDAR filing situations and in approximately 24% of NRD filing situations.

Annex A of this notice compares the fees in the existing filing service charge schedules to the fees in Regulation 13-102. The text of Regulation 13-102 and other related draft amendments is published with this notice. This material is also available on websites of CSA jurisdictions, including:

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca
www.gov.ns.ca/nssc
www.nbsc-cvmb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.sfsc.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

Background

CDS Inc. currently operates the CSA National Systems for the benefit of the CSA. The agreements with CDS Inc. to operate the CSA National Systems are scheduled to expire in October 2013 and a new service provider is being secured to take over operations. In this regard, a number of minor changes to the existing rules governing the CSA National Systems are required. In addition, we are consolidating the existing filing service charge schedules under the SEDAR Filer Manual and NRD User Guide into Regulation 13-102.

The proposed system fees in Regulation 13-102 are structured in a substantially similar way to the fees in the existing filing service charge schedules. "First jurisdiction" filing fees have been replaced with filing fees payable to the applicable filer's principal regulator, with the amounts unchanged. Fees payable for filings in additional jurisdictions have been substantially reduced. Maximum fees for filing in all jurisdictions will not increase, but fewer filers will be subject to the maximum fee due to the reduction in additional jurisdiction fees and the way in which these fees will be applied under the proposed system.

From a user perspective, we do not expect any significant changes to the current payment process. The system fees will continue to be collected on-line through the CSA National Systems and paid into a special purpose pool of funds, managed by one or more designated CSA members, for the payment of costs and expenses associated with the operation and development of the CSA National Systems (including any new or updated national information technology systems that may be developed for the CSA).

Substance and Purpose

Regulation 13-102 sets out system fees payable to Canadian securities regulatory authorities, largely in connection with specified filings. It consolidates and replaces the existing system fee schedules found in the SEDAR Filer Manual and NRD User Guide. The proposed system fees result in a reduction to the overall fees charged under the current arrangements. System fees would continue, with the exception of NRD enrolment fees, to be paid on-line through SEDAR and NRD.

The other draft amendments reflect the changes necessary as a result of the change of the SEDAR filing service contractor, SEDI operator and NRD administrator from CDS Inc. to a new vendor.

Summary of the Proposed Material

Part 1 of Regulation 13-102 sets out definitions used in the draft Regulation. It also ensures that the draft Regulation prevails over any conflicting provision in Regulation 13-101 or Regulation 31-102.

Part 2 of Regulation 13-102, in conjunction with Appendices A and B of the draft Regulation, sets out the SEDAR system fees payable to each Canadian securities regulatory authority.

Part 3 of Regulation 13-102 sets out the NRD system fees payable to each Canadian securities regulatory authority.

Part 4 of Regulation 13-102 provides that the fees in section 3, 4, 6 or 7 of the draft Regulation are all paid through SEDAR or NRD, as the case may be.

Part 5 of Regulation 13-102 allows exemptions to be granted under the Regulation.

Anticipated Costs and Benefits

The proposed system fees, when implemented, will yield benefits in the form of lower system costs for many filers. Based on recent filing patterns, we expect system fees to decline in approximately 40% of SEDAR filing situations and in approximately 24% of NRD filing situations. In all remaining filing situations, there will be no change in system fee costs. We expect system fee costs to decline by 6.5% on average for SEDAR filings and by 6.6% on average for NRD filings based on recent filing patterns.¹ We have also eliminated the subscription fees that are currently required to be paid for SEDAR filer software licences.

The CSA believes the proposed system operation and fee changes will have no impact on service levels or the general operation and development of the CSA National Systems.

Request for Comments

We welcome your comments on the Proposed Materials.

Please submit your comments in writing on or before April 24, 2013. If you are not sending your comments by email, please send a CD containing the submissions (in Microsoft Word format).

Address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Saskatchewan Financial and Consumer Affairs Authority
 Manitoba Securities Commission
 Ontario Securities Commission
 Autorité des marchés financiers
 Nova Scotia Securities Commission
 New Brunswick Securities Commission
 Prince Edward Island Securities Office
 Office of the Superintendent of Securities, Government of Newfoundland and Labrador
 Department of Community Services, Government of Yukon
 Office of the Superintendent of Securities, Government of the Northwest Territories
 Legal Registries Division, Department of Justice, Government of Nunavut

¹ Averages calculated by weighting the fee changes for each filing type by that filing type's share of all filings made over the last 12 months. For further information on the fee changes, see Annex A.

Deliver your comments **only** to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA members.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax : 514-864-6381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West
19th Floor, Box 55
Toronto, Ontario M5H 3S8
Fax: 416-593-2318
comments@osc.gov.on.ca

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period.

Contents of Annex

As described above, Annex A compares the existing filing service charge schedules to the fees in Regulation 13-102.

Questions

Autorité des marchés financiers
Mathieu Laberge
Legal Counsel
Legal Affairs
514-395-0337 ext.2537
1-877-525-0337 ext. 2537
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Alberta Securities Commission
Samir Sabharwal
Associate General Counsel
Office of the General Counsel
403-297-7389
samir.sabharwal@asc.ca

British Columbia Securities Commission

David M. Thompson
General Counsel
604-899-6537
DThompson@bcsc.bc.ca

Manitoba Securities Commission

Chris Besko
Legal Counsel – Deputy Director
204-945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Ontario Securities Commission

Simon Thompson
Senior Legal Counsel
General Counsel's Office
416-593-8261
sthompson@osc.gov.on.ca

Robert Galea
Legal Counsel
General Counsel's Office
416-593-2321
rgalea@osc.gov.on.ca

ANNEX A**COMPARISON OF EXISTING CHARGES TO PROPOSED FEES
IN REGULATION 13-102****SEDAR filing service subscriber fees**

Category	Existing Charge	Proposed Fee
Initial licensing fee	\$390.00	Fee eliminated
Charge for additional SEDAR filer software licenses	\$260.00	Fee eliminated
Annual subscription fee	\$390.00	Fee eliminated

**SEDAR local system fees
(Appendix A of Regulation 13-102)**

Reference in Regulation 13-102	Category	Existing Charge	Proposed Fee
Appendix A	Québec fee for distribution outside Québec	\$130.00	No change

**Annual filing service fee for continuous disclosure
(Appendix B of Regulation 13-102)**

Reference in Regulation 13-102	Category	Existing Charge	Proposed Fee
Row 1	Investment Fund	\$495.00	No change
Row 2	Single Jurisdiction Issuer (issuer which is a reporting issuer in only one jurisdiction)	\$705.00	No change
Row 2	Multi-Jurisdiction Issuer (an issuer which is a reporting issuer in more than one jurisdiction)	\$1,595.00	\$705.00, plus \$74.00 for each additional jurisdiction in which the issuer is a reporting issuer, to a maximum of \$1,593.00

**Other SEDAR system fees
(Appendix B of Regulation 13-102)**

Reference in Regulation 13-102	Category	Existing Charge	Proposed Fee
Row 3	Simplified prospectus, AIF and Fund Facts (investment funds)	First/local jurisdiction fee	\$585.00 No change
		Fee per add'l jurisdiction	\$325.00 \$162.50
		Maximum Fee	\$2,535.00 No change
Row 4	Long form prospectus (investment funds)	First/local jurisdiction fee	\$715.00 No change
		Fee per add'l jurisdiction	\$425.00 \$212.50
		Maximum Fee	\$3,265.00 No change

Reference in Regulation 13-102	Category		Existing Charge	Proposed Fee
Row 5	Investment funds AIF (not a short form prospectus issuer)	First/local jurisdiction fee	\$455.00	No change
Row 6	Investment funds AIF (if short form prospectus issuer)	First/local jurisdiction fee	\$2,655.00	No change
Row 7	Investment fund exemptions and other applications (Regulation 81-102)	First/local jurisdiction fee	\$195.00	No change
		Fee per add'l jurisdiction	\$80.00	\$40.00
		Maximum Fee	\$675.00	No change
Rows 8, 17, 20 and 21	Exemptions and other applications in connection with a prospectus filing; issuer bid filings and take-over bid filings	First/local jurisdiction fee	\$195.00	No change
		Fee per add'l jurisdiction	\$165.00	\$ 82.50
		Maximum Fee	\$1,185.00	No change
Rows 9 to 11	Other short form prospectuses, shelf prospectuses and MJDS prospectus	First/local jurisdiction fee	\$390.00	No change
		Fee per add'l jurisdiction	\$230.00	\$115.00
		Maximum Fee	\$1,770.00	No change
Rows 12 and 14	Long form prospectus or prospectus governed by CPC instrument	First/local jurisdiction fee	\$715.00	No change
		Fee per add'l jurisdiction	\$425.00	\$212.50
		Maximum Fee	\$3,265.00	No change
Rows 13, 19 and 20	Rights offering material, going private transaction filings and related party transaction filings	First/local jurisdiction fee	\$325.00	No change
		Fee per add'l jurisdiction	\$230.00	\$ 115.00
		Maximum Fee	\$1,705.00	No change
Row 15	AIF if neither an investment fund nor a short form prospectus issuer	First/local jurisdiction fee	\$455.00	No change
Row 16	AIF, if a short form prospectus issuer (other than an investment fund)	First/local jurisdiction fee	\$2,655.00	No change

NRD system fees

Reference in Regulation 13-102	Category		Existing Charge	Proposed Fee
s. 5	NRD enrolment fee		\$500.00	No change
s. 6(2) and 7	NRD submission and annual systems fee	First/local jurisdiction fee	\$75.00	No change
		Fee per add'l jurisdiction	\$50.00	\$20.50
		Maximum Fee	\$325.00	\$321.00

REGULATION 13-102 RESPECTING SYSTEM FEES FOR SEDAR AND NRD

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331, par. (9) and (12))

PART 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION**1. Definitions**

(1) In this Regulation,

“annual information form” means an “AIF” as defined by Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations or an annual information form for the purposes of Part 9 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;

“issuer bid”

(a) except in Ontario, means an issuer bid to which Part 2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids applies, and

(b) in Ontario, means a “formal issuer bid” as defined by subsection 89(1) of the Securities Act;

“shelf prospectus” means a prospectus filed under Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions;

“take-over bid”

(a) except in Ontario, means a take-over bid to which Part 2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids applies, and

(b) in Ontario, means a “formal take-over bid” as defined by subsection 89(1) of the Securities Act.

(2) In this Regulation, each term appearing in Column 1 of the Table below has the meaning ascribed to it in the Regulation or Form shown in the same row in Column 2 of the Table.

Column 1 Term Defined	Column 2 Specified Regulation or Form
CPC instrument	Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions
firm filer	Regulation 31-102 respecting National Registration Database
individual filer	Regulation 31-102 respecting National Registration Database
long form prospectus	Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements
MJDS prospectus	National Instrument 71-101, The Multijurisdictional Disclosure System
NRD	Regulation 31-102 respecting National Registration Database
principal jurisdiction	Regulation 11-102 respecting Passport System
principal regulator	Regulation 11-102 respecting Passport System
rights offering	Regulation 45-101 respecting Rights Offerings
SEDAR	Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)
short form prospectus	Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements
sponsoring firm	Form 33-109F4 Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals

2. Inconsistency with other regulations

If there is any conflict or inconsistency between this Regulation and Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) or Regulation 31-102 respecting National Registration Database, this Regulation prevails.

PART 2 SEDAR SYSTEM FEES

3. Local system fees

In Québec, a person making the type of filing described in Column C of Appendix A with the Autorité des marchés financiers must pay to the Autorité des marchés financiers the system fee specified in Column D of that Appendix.

4. System fees

A person making the type of filing described in Column B of Appendix B of the category in Column A of that Appendix must pay to the securities regulatory authority with which the filing was made the system fee specified in Column C or D of that Appendix, as the case may be.

PART 3 NRD SYSTEM FEES

5. Enrolment Fee

A firm filer must pay to the securities regulatory authority of its principal jurisdiction an enrolment fee of \$500 upon enrolment in NRD.

6. NRD submission fee

(1) A firm filer must pay an NRD system fee in respect of an individual filer to each securities regulatory authority if

- (a) it is the sponsoring firm for the individual filer, and
- (b) through the filing of a Form 33-109F4, the individual filer registers or reactivates their registration with the securities regulatory authority.

(2) The fee under subsection (1) payable to each securities regulatory authority by a sponsoring firm in respect of an individual filer is,

- (a) if the securities regulatory authority is the principal regulator of the individual filer, \$75.00, and
- (b) in any other case, \$20.50.

7. Annual NRD system fee

On December 31 of each year, a firm filer must pay an annual NRD system fee to a securities regulatory authority equal to the total of:

- (a) if the securities regulatory authority in a jurisdiction is the principal regulator of one or more individuals who are individual filers on that date and for which the firm filer is the sponsoring firm in that jurisdiction, the product of \$75.00 and the number of those individuals, and
- (b) if there are individual filers on that date for which the securities regulatory authority in a jurisdiction is not the principal regulator and for which the firm filer is the sponsoring firm in that jurisdiction, the product of \$20.50 and the number of those individuals.

PART 4 PAYMENT OF FEES

8. Means of payment

A fee under section 3, 4, 6 or 7 must be paid through SEDAR or NRD, as the case may be.

PART 5 EXEMPTION

9. Exemption

(1) The regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant such an exemption.

PART 6 EFFECTIVE DATE

10. Effective Date

This Regulation comes into force on *(insert here the date of coming into force of this Regulation)*.

**APPENDIX A
LOCAL SEDAR SYSTEM FEES****Section 3**

Column A Local Jurisdiction	Column B Category of Filing	Column C Type of Filing	Column D System Filing Fee
Québec	Securities Offerings	Prospectus distribution to person outside Québec, if made from Québec (section 12 of Securities Act)	\$130.00

**APPENDIX B
OTHER SEDAR SYSTEM FEES**

Section 4

Row	Column A Category of Filing	Column B Type of Filing	Column C System Fee Payable to Principal Regulator	Column D System Fee Payable to Each Other Securities Regulatory Authority
1	Annual filing service fee for continuous disclosure - investment funds <i>Note: Excludes the Annual Information Form and all other filings listed separately in Rows 3 to 21.</i>	Investment funds (continuous disclosure)	\$495.00	N/A
2	Annual filing service fee for continuous disclosure <i>Note: Excludes the Annual Information Form and all other filings listed separately in Rows 3 to 21.</i>	Continuous disclosure for reporting issuers (other than investment funds)	\$705.00	\$74.00
3	Investment fund issuers / securities offerings	Simplified prospectus, annual information form and Fund Facts (Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure)	\$585.00, which applies in total to a combined filing, if one annual information form and one simplified prospectus are used to qualify the investment fund securities of more than one investment fund for distribution	\$162.50, subject to the application provision described in Column C
4		Long form prospectus	\$715.00	\$212.50
5	Investment fund issuers/continuous disclosure	Annual information form (Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure) for investment fund if not a short form prospectus issuer	\$455.00	N/A
6	Investment fund issuers/continuous disclosure	Annual information form (Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure) for investment fund if short form prospectus issuer	\$2,655.00	N/A

Row	Column A Category of Filing	Column B Type of Filing	Column C System Fee Payable to Principal Regulator	Column D System Fee Payable to Each Other Securities Regulatory Authority
7	Investment fund issuers/exemptions and other applications	Applications (Regulation 81-102 respecting Mutual Funds)	\$195.00	\$40.00
8		Exemptions and other applications in connection with a prospectus filing	\$195.00	\$82.50
9	Other issuers/securities offerings	Short form prospectus (Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions)	\$390.00	\$115.00
10		Shelf prospectus (Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions)	\$390.00	\$115.00
11		MJDS Prospectus (National Instrument 71-101, The Multijurisdictional Disclosure System)	\$390.00	\$115.00
12		Long form prospectus	\$715.00	\$212.50
13		Rights offering material	\$325.00	\$115.00
14		Prospectus governed by CPC instrument (TSX Venture Exchange)	\$715.00	\$212.50
15		Other issuers/continuous disclosure	Annual information form, if neither an investment fund nor a short form prospectus issuer	\$455.00
16	Annual information form, if a short form prospectus issuer (other than an investment fund)		\$2,655.00	N/A
17	Exemptions and other applications (if not an investment fund)	Exemptions and other applications in connection with prospectus filing	\$195.00	\$82.50
18	Other issuers/Going Private/Related Party Transactions	Going private transaction filings	\$325.00	\$115.00
19		Related party transaction filings	\$325.00	\$115.00
20	Other issuers/securities acquisitions	Issuer bid filings	\$195.00	\$82.50
21	Third party filers/third party filings	Take-over bid filings	\$195.00	\$82.50

**REGULATION TO AMEND REGULATION 13-101 RESPECTING THE
SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL
(SEDAR)**

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Section 1.1 of Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) is amended, in paragraph (1), by replacing, in the definition of the expression “SEDAR filing service contractor”, “CDS INC.” with “_____”.
2. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 31-102 respecting National Registration Database is amended by replacing, in the definition of the expression “NRD administrator”, “CDS INC” with “_____”.
2. Section 4.5 of the Regulation is amended by replacing, in paragraph (e), “payable to CDS INC. in Canadian funds, to the firm’s principal regulator” with “payable to _____ in Canadian currency, made payable to _____”.
3. Section 5.1 of the Regulation is amended by inserting, in the French text of paragraph (5) and after the word “renseignements”, the word “autrement”.
4. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

REGULATION TO AMEND NATIONAL INSTRUMENT 55-102 SYSTEM FOR ELECTRONIC DISCLOSURE BY INSIDERS (SEDI)

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (34))

1. Section 1.1 of National Instrument 55-102 System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI), is amended by replacing, in the definition of the expression “SEDI operator”, “CDS INC.” with “_____”.

2. Form 55-102F5 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the parts titled “*Delivery of Signed Copy to SEDI Operator*” and “*Questions*” with the following:

“Delivery of Signed Copy to SEDI Operator

Before you may make a valid SEDI filing, you must deliver a manually signed paper copy of the completed user registration form to the SEDI operator for verification purposes. To satisfy this requirement, it is preferred that you print a copy of the online user registration form once you have certified and submitted it. You must deliver a manually signed and dated copy of the completed user registration form via prepaid mail, personal delivery or facsimile to the SEDI operator at the following address or fax number, as applicable:

(name and address of SEDI operator)

or, if you are resident in the province of Quebec, to the SEDI operator at the address above, or to:

(name and address of SEDI operator)

or at such other address(es) or fax number(s) as may be provided on the SEDI web site (www.sedi.ca).

“Questions

Questions may be directed to the SEDI operator at 1-800-219-5381 or such other number as may be provided on the SEDI web site.”;

(2) by replacing, in the part titled “*Notice – Collection and Use of Personal Information*”, “CDS INC. (the SEDI operator) is retained by CDS INC.” with “the SEDI operator is retained by the SEDI operator”;

(3) in the part titled “SEDI User Registration Form”:

(a) by replacing the first paragraph with the following:

“Note: Before an individual registering as a SEDI user may make a valid SEDI filing, the registering individual must deliver a manually signed paper copy of the completed user registration form to the SEDI operator for verification purposes. It is preferred that the registering individual print a copy of the online version using the “Print” function provided for this purpose in SEDI. The signed paper copy must be delivered by prepaid mail, personal delivery or facsimile to:

(name and address of SEDI operator)

“or, if you are resident in the province of Quebec, to the SEDI operator at the address above, or to

(name and address of SEDI operator)”;

(b) by replacing the part titled “Section 3 SEDI User Registration Form” with the following:

“Section 3 Certification of SEDI User

I certify that the foregoing information is true in all material respects. I agree to update the information submitted on this form in SEDI as soon as practicable following any material change in the information. I agree that an executed copy of Form 55-102F5, if delivered to the SEDI operator by facsimile, shall have the same effect as an originally executed copy delivered to the SEDI operator.”

3. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

6.2.2 Publication

Aucune information.